

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Nouvelles de France. Deutsche Ausgabe. 1947-1948 1947**

530 (21.6.1947)

SAMSTAG  
21.  
JUNI  
1947  
3. Jahrgang  
Nr. 530  
30 Pfg.

DEUTSCHE AUSGABE

# Nouvelles de France

NACHRICHTENBLATT

DIREKTION  
REDAKTION  
ADMINISTRATIONS  
Markstraße 4  
KONSTANZ  
ANZEIGEN:  
Agence Havas  
Markstraße 4  
KONSTANZ  
und  
Nahverkehr

## Abd-el-Kader und Abd-el-Krim

Von J. Paul-Boncour,  
ehemaliger Ministerpräsident

UBERALL treten Zersetzungsercheinungen ans Licht. Selbst im Islam.

Nach einer Reihe von Schlachten, die der Finesse Horace Vernes für uns feilscht, gab der besiegte Abd-el-Kader sein Wort, die Waffen niemals mehr gegen Frankreich zu erheben, und er blieb seinem Worte, auch nach der Niederlage von 1879, trenn. Deutschland, das versuchte, ihn für sich zu gewinnen, antwortete er stolz, daß er Frankreich trenn bleiben würde.

Nach seiner Niederlage verhielt sich Abd-el-Krim lange ruhig. Man behauptet sogar, daß er nach dem Waffenstillstand von 1946 seine Hilfe General de Gaulle angeboten habe. Wenn das den Tatsachen entspricht, so legt dies Zeugnis für das Ansehen ab, das Frankreich, dessen Wiederaufbau niemand zweifelte, dank seines Helden vom 18. Juni genöß.

Dieser Fehler war es, Abd-el-Krim mit Abd-el-Kader gleichzustellen, keinen Unterschied zwischen den Zeiten zu machen.

Täuschen wir uns nicht. Mehr noch als der tolle Streich, den aus Abd-el-Krim gespielt hat, ist die augenblickliche Mühseligkeit der ägyptischen Regierung voller Drohungen. Ägypten schiebt sich an, die Führung der Arabischen Liga zu übernehmen, die Türkei, die von Mustafa Kemal modernisiert und nun endgültig in die europäische und Weltorganisation und der Welt aufgenommen wurde, als Mittelpunkt des Islams zu ersetzen. Schon in San Francisco gab die Haltung, die die ägyptischen Delegierten angedeutet, der Angriffswelle des Libanons und Syriens einhundert, zu denken. Heute erscheint jeder Zweifel überflüssig: indem er Abd-el-Krim aufnahm, hat viel mehr als nur kommen ließ, besiegte König Farouk seinen Willen, einen Kriegshelden von gestern zur Verfügung zu haben, den sein Alter und sein Gesundheitszustand hindern, nochmals eine aktive Rolle zu spielen, und ein Agitator zu werden, der aber als Symbol gebraucht werden kann.

Wenn ich nicht eine Schwäche für das alte Ägypten, die Wiege unserer Kultur, hätte, wenn ich nicht in den internationalen Konferenzen, in denen wir so lange die gleichen Ansichten vertraten, seine tiefe französische Kultur empfunden hätte, wenn ich nicht tief in meinem Herzen die Hoffnung bewahrt, daß es nach der Entnazifizierung von England und sobald ihre Trunkenheit vorüber ist, zu den seinen Interessen und Überlieferungen entsprechenden Gefühlen zurückkehren so würde ich behaupten, daß Ägypten unsere Freundschaft vergaß, indem es unter diesen Umständen einen politischen Gefangenen Frankreichs aufnahm und unserem Lande den Schlag von Jarnac versetzte.

Unser Botschafter in Kairo wurde zurückgerufen. Wenn er auf seinen Posten zurückkehrt, so denke ich, daß es mit gewissen Informationen sein wird, die ihm auferlegen, bei der ägyptischen Regierung Protest zu erheben, der nicht nur bloße Form ist, und wo die Diplomatie nicht ihre übliche Vorsicht walten läßt. Die Sprache, die man führt, muß in Bezug zu der Unsicherheit, zu dem schweren Fehler, den man sich gegenüber begangen hat, stehen.

Soll er überhaupt dorthin zurückkehren?  
Ohne daß wir bis zum Abbruch  
(FORTSETZUNG SEITE 6)

## Dans les chemins de fer de la Sarre

SAARBRÜCKEN. — Par décision du général commandant en chef, les chemins de fer de la région de la Sarre cessent d'être exploités par la Reichsbahn et sont constitués en un organisme spécial doté de l'autonomie financière qui prend la dénomination de « chemins de fer de la Sarre ».

## L'ASSEMBLEE NATIONALE a adopté les budgets des Affaires étrangères et des Travaux publics

L'Assemblée nationale, siégeant jeudi toute la journée, a adopté trois budgets de services civils, ceux de la France d'outre-mer, des affaires étrangères, des travaux publics et des transports.

La discussion de ces crédits n'a soulevé aucun débat important. Pourant un échange de vues assez vif a eu lieu entre MM. Bonneviesse (rad. soc.), Simeot (M.R.P.) et le ministre des Affaires étrangères, au sujet des crédits « destinés aux anciens combattants de pays de protectorat ». Il s'agissait essentiellement du « voyage interrompu » d'Abd-el-Krim.

M. Desjardins (P.R.L.) demande ce que vont devenir les allocations prévues pour Abd-el-Krim. « Comment seront soldés les frais du voyage? Et les frais occasionnés par l'inhumation de la mère du Royal? » Après avoir regretté qu'on ait choisi comme résidence pour Abd-el-Krim, le village où avait résidé son vainqueur, M. Desjardins pose une dernière question à M. Bidault: « Que va-t-on faire de la villa dont la location et l'aménagement ont coûté fort cher à l'Etat? »

M. Bidault: « Lorsque fut prise la décision de transporter Abd-el-Krim de la Réunion en France, la question s'est posée de lui trouver un séjour. Celui qui fut choisi le fut sans dessein prémédité. Un million a été dépensé pour organiser ce séjour, mais il a été indiqué que le crédit prévu de 3 millions a été supprimé par la commission ».

M. Louis Rollin: « Qui a organisé le voyage? »

## La France dépose à l'O.N.U. un projet de déclaration internationale des droits de l'homme

LAKE SUCCESS. — Le professeur René Cassin, représentant de la France, a remis au comité de rédaction un projet de déclaration internationale des droits de l'homme.

Ce projet souligne le droit et le devoir pour chacun d'exercer un travail utile à la société et au développement de sa personnalité, la valeur du travail humain, qui doit être accompagné d'un niveau de vie convenable, le droit de chacun de protéger ses intérêts professionnels.

M. Cassin a qualifié de « honte pour l'humanité » le fait que, pour des raisons politiques, des individus soient menacés d'emprisonnement sans bien dans le pays d'où ils voudraient s'échapper que dans ceux où ils désirent entrer.

Pour résoudre ce problème, le représentant français propose qu'il soit stipulé que tout individu a droit à une nationalité, que tout Etat a le droit d'accorder asile aux réfugiés politiques et qu'un étranger légalement admis sur le territoire d'un Etat ne peut en être expulsé sans avoir en la possibilité de se faire entendre et sans décision ou recommandation préalable de l'autorité judiciaire.

## La grève des marins américains est terminée

NEW-YORK. — La conférence organisée par M. John Gibson, ancien secrétaire adjoint au Travail, entre armateurs et président de l'Union nationale maritime ainsi que les efforts des arbitres gouvernementaux ont abouti rapidement. Les 200.000 inscrits maritimes grévistes ont tous repris leur travail et, à moment arrêté, les navires américains vont pouvoir reprendre, avec leurs précieuses cargaisons, le chemin de l'Europe.

Aux termes de l'accord intervenu, environ 100.000 inscrits maritimes bénéficieront d'une augmentation de salaires de 5 %. D'autre part, les contrats actuels sont prorogés d'un an et de nouveaux taux de salaires sont prévus qui seront fixés le 15 décembre prochain après négociations.

M. Bidault: « Le voyage a été organisé par l'administration du territoire, maintenant déportement français, où séjournait Abd-el-Krim ».

M. Rollin: « L'administration mérite des félicitations pour la prévoyance dont elle a fait preuve ».

M. Bidault: « Quand un homme, qui veut se rendre à l'armée française et qui a multiplié ensuite les marques de son attachement à la France, obtient, en considération de son état de santé, un changement de résidence, c'est l'honneur de l'islam qu'il enfreint en manquant à sa parole. En morale, sinon en succès extérieur, ce ne sont pas les Français qui ont le vilain rôle ».

L'incident est clos et les crédits du ministère des Affaires étrangères sont adoptés dans leur ensemble.

SUITE EN PAGE 6

## UN ACCORD SERAIT INTERVENU SUR LE PLAN SCHUMAN

PARIS. — Les ministres socialistes, auxquels s'étaient joints MM. Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O., et Charles Lucey, président du groupe parlementaire socialiste, ont eu à l'hôtel Matignon trois heures d'entretien avec M. Paul Ramadier.

Interrogé à la sortie, il a déclaré: « La plus grande difficulté, dans l'entourage du président du Conseil, on approchait cependant que les conversations avaient porté sur les mesures complémentaires déjà proposées par les ministres socialistes au cours des récentes délibérations gouvernementales. Ces mesures modifieraient, sur certains points, les projets financiers présentés par M. Robert Schuman et leur étude fera l'objet du conseil de cabinet prévu pour le soir ».

Ce dernier, qui a commencé à 21 heures, s'est terminé peu après 1 heure du matin. Bien qu'aucun communiqué n'ait été publié, on a appris qu'un accord est intervenu sur l'ensemble des mesures financières que le gouvernement doit arrêter définitivement ce matin au cours du Conseil des ministres qui se tiendra à l'Élysée à 9 heures.

En quittant l'hôtel Matignon, le ministre des Finances a confirmé qu'un accord était intervenu, ajoutant que des compléments avaient été apportés au projet primitif.

« J'ai écouté toutes les suggestions, a-t-il dit, et j'ai moi-même proposé les textes. Il appartient maintenant au conseil des ministres de les ratifier ».

De son côté, M. Mitterand a précisé qu'une partie des mesures envisagées ne prendraient effet que sur l'exercice 1948.

M. ROBERT SCHUMAN PRECISE DEVANT LE GROUPE PARLEMENTAIRE M. R. P. L'ETAT DE LA TRESORERIE

PARIS. Le groupe parlementaire du Mouvement républicain populaire de l'Assemblée nationale a poursuivi jeudi l'examen des mesures financières envisagées par le gouvernement.

Répondant aux questions qui lui étaient posées, le ministre des Finances a déclaré que les évaluations budgétaires de ses services n'avaient

pas subi de modifications importantes. Les dépenses de l'Etat pour l'exercice 1948 sont évaluées à 1.000 milliards, dont 400 milliards de dépenses obligatoires et 600 milliards de dépenses facultatives.

Les ressources de l'Etat pour l'exercice 1948 sont évaluées à 1.000 milliards, dont 400 milliards de ressources obligatoires et 600 milliards de ressources facultatives.

## Die außenpolitischen Debatten im britischen Unterhaus

LONDON, 20. Juni. — Der ehemalige britische Außenminister Anthony Eden hat Donnerstag im Unterhaus die außenpolitische Debatte eröffnet und seine wachsende Besorgnis über die internationalen Ereignisse ausgedrückt. Die Beunruhigung Edens ist in der „Unmöglichkeit, zu einem konstruktiven Vertrag unter den Alliierten zu gelangen“, begründet, und dies lähme alle Bemühungen, die dem Wiederaufbau Europas gelten.

Die Unterdrückung der Oppositionsparteien auf dem Balkan und die konservativen Deputierten. „Wie kann man vorgeben, so ruft er aus, indem er an die Verhaftung Petkova und die Verhaftung der Deputierten der Opposition in Bulgarien erinnert, daß eine solche Behandlung dem Volk die Möglichkeit gibt, die Regierungsform zu wählen, unter der es leben will? Der Redner sieht auf der anderen Seite in der ungarischen Krise „das Zeichen kommunistischer Vorbereitungen zu einer Wahlmanoe“.

Eden ist der Meinung, daß die Lage in Oesterreich nicht mehr befriedigend ist, obwohl es ein Land sei, das der Viermächtebestimmung unterliege. In Oesterreich, so be-

merkt er, wird von der UdSSR eine andere Taktik angewandt. Der Druck kommt dort nicht von außen, sondern von innen. Er wird von einer Minderheitspartei ausgeübt, die den Führern beachtliche sowjetische Konzessionen für den Fall einer kommunistischen Teilnahme an der Regierung vorspiegelt.

Eden hat andererseits den Wunsch geäußert, daß die Planung des Wiederaufbaus Europas die Bande zwischen den Völkern Europas enger knüpft, wie Churchill dies dauernd reklamiert. Bevin folgte Eden auf der Tribüne und beschäftigte sich besonders mit dem Thema des Vorschlags Marshall zur Hilfe an Europa. Er hat erklärt, daß die britische Regierung noch auf die Antwort der UdSSR auf einen Vorschlag wartet, der ihr im Sinne einer Versammlung der französischen, britischen und sowjetischen Außenminister für die kommende Woche gemacht wurde.

„Wir sehen das Angebot Marshall als ein außerordentliches Glück für Europa an“, so hat der britische Ministerpräsident, „als eine Gelegenheit, die die britische Regierung sich nicht entgehen läßt, ihr habe für mein Teil versprochen, daß wir versuchen werden, daraus das bestmögliche zu ziehen.“ Bevin stellt fest.

(FORTSETZUNG SEITE 6)

(FORTSETZUNG SEITE 6)

daß er keine Zeit zur Aufnahme von Verhandlungen verloren hat. Bevin hat abends erneut gesprochen, um seinen Interpellanten zu antworten.

Einigen Deputierten, die ihn gefragt hatten, warum Großbritannien nicht die Initiative für den Wiederaufbau Europas ergriffen hätte, antwortete er, daß die Quellen des Landes unzureichend seien, um die Verwirklichung eines solchen Unternehmens zu erlauben. „Nur ein Land, das für sich allein einen Kontinent darstellt, kann solches mit einem anderen Kontinent unterhandeln.“

Er spielt dann auf die Angriffe der Kommunisten gegen ihn an, die ihm vorgeworfen haben, daß er Europa entwerfe. Bevin bemerkte, daß es nicht sein Fehler sei, wenn die britischen Vorschläge für die Einheit Deutschlands ihrerzeit Vorbedingung der Einheit Europas, nicht von Moskau gebilligt wurden. Als die Vorschläge Marshall bekannt geworden seien, habe er diese Gelegenheit ergriffen, die sich nach dem Kräfte bot, um die europäische Wirtschaftslage zu verbessern.

Auf das ungarische Problem kommt er ebenfalls zu sprechen. „Wenn daraus ein ideologischer Konflikt folge, wäre ich der erste, der dies beiläufig zu ziehen.“ Bevin stellt fest.

(FORTSETZUNG SEITE 6)

## Die Kompetenzen der Länder der französischen Zone

Das „Journal Officiel“ vom 17. Juni hat einen Erlass des Administrateurs Général veröffentlicht, der die kürzlich vorgenommene des General Koenig über die Befugnisse und Kompetenzen der Länderregierung in der französischen Zone wie folgt präzisiert:

Artikel 1: Die Gebiete, für die der Commandant en Chef Française en Allemagne gemäß Artikel 3 der Verordnung Nr. 95 vom 5. Juni 1947, die Gesetzgebungsgewalt vorbehalten hat, sind folgende:

- Schulden des früheren Reiches
- Zölle und Außenhandel
- Lohnpolitik und Preisfestsetzung
- Gewichte und Maße und allgemeine Statistik
- Industrielle Produktion nach Industriezweigen und Ländern
- Allgemeine Verteilung der Rohstoffe und hauptsächlich Erzeugnisse unter die Länder und direkten Inhaber von Kontingenzen
- Allgemeine Land- und Forstwirtschaft
- Allgemeine Ernährungswirtschaft
- Individuelle Rationierung der Lebensmittel und wesentlichen Industrieerzeugnisse
- Transport, Post und Fernsprecheverkehr.

Artikel 2: Der délégué général für den Staat Rheinland-Pfalz und die délégué supérieurs pour le Gouvernement Militaire der Länder Baden und Württemberg werden, jeder für seinen Dienstbereich, mit der Durchführung dieser Verfügung, die im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist, beauftragt.

Baden-Baden, den 10. Juni 1947  
Der Administrateur Général  
LAFFON

## Deutsche Inhaltsübersicht

- Seite 1  
Abd-el-Kader und Abd-el-Krim  
Die Unterdrückung in Frankreich
- Seite 2  
Frankreichs Presse schreibt  
Bismarck und Spekulanten
- Seite 3  
Da, Ausland schreibt
- Seite 4  
Nachrichten aus dem Ausland
- Seite 5  
Nachrichten aus Deutschland  
Kontingentsstellung in Meise  
Hamburger Piloten  
Programme und fr. Radiostunde  
Deutsche Pressenoten,  
amerikanische Zone

(1) Vergl. „Nouvelles de France“, Nr. 530 und 531.

## EINE REPORTAGE VON „NOUVELLES DE FRANCE“

### Die Fremdarbeiter in Frankreich III. Die Kriegsgefangenen: Freie Arbeiter<sup>(1)</sup>

Das Problem, das die Ueberführung der Kriegsgefangenen in ein freies Arbeitsverhältnis angeht, ist sehr schwierig. Betrachten wir zunächst ihren Effektivbestand seit Ende der Feindseligkeiten bis heute, denn nur unter diesem Gesichtspunkt wird man die Objektivität der Maßnahmen beurteilen, die in dem Erzkur vom 15. April 1947 enthalten sind.

Im November 1945 erreichte die Zahl der in Frankreich anwesenden Kriegsgefangenen den Höchststand von 720.000, denn zu den 120.000 von unseren Kriegsgefangenen kamen 600.000 Kriegsgefangene hinzu, die die amerikanische Regierung uns als Wiederaufbauhilfe geliehen hat. Diese Zahl verringerte sich infolge von Todesfällen und Repatriierung um etwa 170.000 bis zum Ende des Jahres 1946; sie führt fort, sich zu senken und dies in Übereinstimmung mit dem Verlangen, das die Vereinigten Staaten vorgebracht haben und das darauf abzielt, alle Männer vor Oktober 1947 zu befreien. Man hat ihm seit dem letzten April entsprochen, als Sonderliste ein Kontingent von 20.000 Heimkehrern nach Ostern zurückzuführen.

Ein gewisser Bestand wird im Zivilbereich benutzt, der dank des Transfers aus dem Militärsektor, weniger durch das Memorandum vom 13. März berührt würde, das von den amerikanischen u. französischen Behörden unterzeichnet wurde. Diese Behörden erkennen an, daß kein Unterchied mehr zwischen den von den Amerikanern gemachten Gefangenen und denen unserer Truppen zu machen sei.

Was die Repatriierung anbetrifft, so können die Kategorien besser nach dem Alter, dem Gesundheitszustand und der Familienituation der Gefangenen geteilt werden: 1. Väter mehrerer Kinder und 50-jährige Männer haben den Vorrang vor den Unverheirateten und den Jungen.

Es ist nicht ohne Interesse, darauf hinzuweisen, welches für die die Gefangenen benützt worden sind; eine Statistik vom Anfang des Jahres 1946 gibt eine Übersicht.

Arbeitskräften auf andere Sektoren übersiedeln.

Trotz der Wichtigkeit, die dieser Bestand bedeutet, der so notwendig ist, um die vom Krieg zerstörten Regionen aufzubauen, hat die französische Regierung in Übereinstimmung mit Artikel 75 der Genfer Konvention die Repatriierung der deutschen Gefangenen begonnen, und zwar im Ausmaß von 20.000 je Monat ein Ausmaß, das sich dem von unserem rollenden Material gegebenen Möglichkeiten anpaßt, die nur verbessert im Zusammenhang mit unserer industriellen Produktion werden können. Die deutschen Gefangenen haben selbst Interesse daran, diese Produktion, die ihre Rückkehr beschleunigt, zu fördern.

Um die menschlichen Dispositionen zu bessern, hat die französische Regierung entschieden, die Befreiung derer, die sich entscheiden, freie Arbeiter zu werden, vorzunehmen.

Der Fortschritt in der Entminung und dem Aufräumen in den zerstörten Gebieten im Laufe des Jahres 1946 und während der ersten Tage des Jahres 1947 erlaubte, den Überdruck an diesen

AL. VERDIERE Le PELETIER

(1) Vergl. „Nouvelles de France“, Nr. 530 und 531.



# LA COMMISSION DU DESARMEMENT adopte le plan américain

NEW-YORK. — Par 16 voix contre une (U.R.S.S.) et deux abstentions (Pologne et Colombia), la commission du désarmement a adopté le plan établi par les U.S.A. qui prévoit :

- 1) Des règles générales de désarmement ;
- 2) Un système de sanctions contre toute infraction à ces règles.

En outre, ce plan donne des conseils pratiques en ce qui concerne le désarmement des pays qui ne font pas partie des Nations unies. Le plan soviétique qui proposait de lier la question du désarmement à celle du contrôle de l'énergie atomique a été repoussé. En dehors de la Russie, seule la Pologne avait voté pour.

Avant la fin des débats, le délégué soviétique a exprimé son avis en ces termes :

« Le plan américain établit une distinction artificielle entre les armes usuelles et les armes atomiques ce qui est contraire à la résolution adoptée le 14 décembre par l'Assemblée plénière de l'O.N.U. Cette différenciation ne fera qu'enrayer les travaux de la commission du désarmement. »

# LE GENERAL COLLINS s'inquiète de la supériorité militaire de l'U.R.S.S. sur les Etats-Unis

MIAMI. — Le général Lawton Collins, directeur des services d'information du département de la Guerre, a déclaré au Congrès de l'Association des officiers de réserve :

« Les Etats-Unis doivent avoir 1.750.000 hommes immédiatement disponibles au jour de la mobilisation si la guerre doit avoir lieu. Les Etats-Unis possèdent actuellement dix divisions tandis que la Russie peut en mettre en ligne deux cents, sans compter cent divisions provenant des nations satellites. »

« En matière d'aviation, a poursuivi le général Collins, nous disposons de 4.000 avions alors que les Russes en ont plus de dix mille. »

# M. Edwin Wilson est nommé chef de la mission américaine en Turquie

WASHINGTON. — Le président Truman a nommé M. Edwin C. Wilson, ancien ambassadeur en Turquie, chef de la mission américaine chargée de l'administration du prêt à ce pays.

Le président Truman a également nommé M. Charles Saltzman, secrétaire d'Etat adjoint aux pays occupés, en remplacement de M. John Hildring dans la démission n'est cependant pas encore annoncée officiellement.

M. Saltzman est le vice-président du « New-York Stock Exchange ». Durant la guerre, il était général dans l'armée américaine.

BERNE. — M. Reichard, ancien président du parti socialiste suisse, de 1919 à 1928, est décédé subitement à l'âge de 58 ans à la suite d'une crise cardiaque.

# Une mission commerciale britannique EST PARTIE POUR MOSCOU

LONDRES. — Une mission commerciale britannique est partie vendredi pour Moscou, afin de reprendre les négociations au sujet de l'accord commercial anglo-soviétique.

Cette mission, qui est dirigée par M. Harold Wilson, secrétaire au Commerce extérieur, sera rejointe la semaine prochaine par des experts en bois de charpente. Ce dernier détail indique que la Grande-Bretagne a besoin du bois russe, qui fera le principal objet d'échange entre les deux pays. On ajoute également dans les milieux gouvernementaux que la Grande-Bretagne va demander du blé russe. Si elle en obtient un million de tonnes, elle réalisera une économie de 27 millions de livres sterling par rapport au blé canadien.

Il semble bien que le gouvernement britannique soit décidé à arriver à un accord commercial avec la Russie, même si celle-ci ne veut pas collaborer au plan Marshall. Aucune précision n'a été apportée sur l'état actuel des négociations. Un porte-parole du ministère du Commerce a simplement déclaré que la mission qui vient de partir pour Moscou discutera certains détails du pacte projeté.

De source gouvernementale, on précise que la Russie n'a pas demandé de nouveaux crédits à la Grande-Bretagne. Elle désire seulement ramener l'accord de 1941. Si le pacte commercial anglo-soviétique est réalisé, il sera valable pour une période de trois ans.

# Nouvelle scission chez les socialistes italiens?

Le groupe parlementaire du parti socialiste minoritaire, dont le leader est M. Saragat, s'est réuni pour discuter de l'attitude qu'il devra adopter dans le vote de confiance qui aura lieu prochainement à l'Assemblée constituante italienne.

Aucune décision n'a pu être prise : 22 députés ayant voté en faveur de l'abstention et 23 ayant manifesté leur intention de voter contre le gouvernement.

Cette division du groupe en deux blocs est considérée comme lourde de conséquences dans les milieux politiques italiens qui vont jusqu'à envisager une possible scission au sein du parti socialiste minoritaire.

# 8.000 prisonniers de guerre ukrainiens sont transférés d'Italie en Grande-Bretagne

LONDRES. — 8.000 anciens membres de la 1re division ukrainienne de la Wehrmacht vont être transférés d'Italie en Grande-Bretagne. Quoique réclamés par l'U.R.S.S., ils resteront entre les mains des Britanniques comme prisonniers de guerre « étant originaires d'un territoire cédé à la Russie après le 1er septembre 1939 ». Cependant ils ont été auparavant minutieusement interrogés par une commission d'enquête soviétique et par des membres de l'Organisation internationale des réfugiés, qui se sont assurés qu'aucun criminel de guerre ne se trouvait dans leurs rangs.

# La situation est moins tendue à Tien-Tsin

TIENTSIN. — Par suite de l'arrivée de renforts considérables, tout particulièrement de nombreux blindés, la situation est moins tendue à Tien-Tsin. Malgré une substantielle avance des troupes gouvernementales sur la voie ferrée Tien-Tsin-Pukow, les communistes détiennent encore 75 kilomètres de cette dernière.

# Un « Constellation » s'écrase au sol en Syrie

LONDRES. — Un avion de Damas à Ispahan Constellation s'est écrasé en Syrie. Deux personnes ont trouvé la mort dans cet accident. Dix autres ont été blessées.

WASHINGTON. — Le tout récent Constellation a annoncé l'établissement d'une nouvelle route de la ligne turque à 2,50 livres contre 2,25 par rapport au dollar.

# LE ROI DES BELGES n'a fait qu'obéir à sa conscience, conclut la « commission Servais »

BRUXELLES. — La « commission Servais », instituée pour examiner la conduite du roi des Belges depuis 1936 jusqu'à sa démission, en mai 1945, par les troupes américaines, a conclu son rapport en ces termes :

« Le roi apparaît comme ayant eu en toutes circonstances la volonté d'obéir à sa conscience, elle-même inspirée par les actes de ses illustres prédécesseurs. »

« A aucun moment, il n'a perdu de vue les responsabilités lui incombant en raison des hautes fonctions qu'il occupa et dont il a le devoir d'assurer la pérennité. »

# Le délégué de la ligue ouvrière en Palestine réclame la collaboration judéo-arabe

PRAGUE. — Le délégué de la Ligue ouvrière en Palestine, Georges Nassar, a déclaré à Prague qu'une collaboration entre Juifs et Arabes en Palestine était non seulement possible, mais présentait la condition essentielle pour l'avenir de la Palestine.

Nassar, qui avait pris part au congrès de la Fédération syndicale mondiale, a accusé les capitalistes et grands propriétaires arabes d'avoir saboté pendant 25 ans la collaboration judéo-arabe. Il a ajouté que l'immigration juive ne gênerait en rien les intérêts des ouvriers arabes.

# Mesures égyptiennes contre l'émigration clandestine vers la Palestine

LE CAIRE. — Dans le but d'accroître le contrôle de l'émigration clandestine vers la Palestine et de la contrebande des armes destinées aux terroristes palestiniens, les autorités égyptiennes ont décrété « zone interdite » la presqu'île de Sinaï, du canal de Suez à la frontière de Palestine.

# Une menace contre l'ambassade française au Caire

LE CAIRE. — La police du Caire a reçu une lettre signée du comité nationaliste égyptien l'invitant que ce comité avait déclaré la guerre à tous les résidents français d'Egypte en représailles des incidents survenus à l'occasion du voyage du croiseur « Emir-Fawakir ».

La lettre ajoute que le comité a décidé notamment de « faire sauter l'ambassade de France au Caire. »

A la suite de cette menace, la garde des locaux de l'ambassade a été renforcée.

# L'OPPOSITION CRITIQUE «le programme trompeur de M. Dinnyes»

BUDAPEST. — Au Parlement hongrois, les membres de l'opposition ont déclaré leur attitude contre le nouveau gouvernement Dinnyes. L'un d'eux, M. Nagy Vinko, député et ancien ministre de l'Intérieur du cabinet Karolyi, a critiqué la déclaration gouvernementale, notamment en ce qui concerne la réforme agraire et le plan économique de trois ans. Selon lui, les paysans finiront par ne plus pouvoir payer leurs impôts trop élevés et en arriveront à vendre leurs terres : « C'est ainsi que commencent les capitalistes d'Etat. L'on dira aux malheureux dépossédés : « Nous n'avons pas voulu prendre vos terres, mais seulement percevoir un impôt ! »

D'autre part, M. Nagy Vinko a accusé le gouvernement de chercher à assurer le contrôle de toutes les entreprises par ses nombreuses nationalisations.

# Le délégué de la ligue ouvrière en Palestine réclame la collaboration judéo-arabe

PRAGUE. — Le délégué de la Ligue ouvrière en Palestine, Georges Nassar, a déclaré à Prague qu'une collaboration entre Juifs et Arabes en Palestine était non seulement possible, mais présentait la condition essentielle pour l'avenir de la Palestine.

Nassar, qui avait pris part au congrès de la Fédération syndicale mondiale, a accusé les capitalistes et grands propriétaires arabes d'avoir saboté pendant 25 ans la collaboration judéo-arabe. Il a ajouté que l'immigration juive ne gênerait en rien les intérêts des ouvriers arabes.

# Mesures égyptiennes contre l'émigration clandestine vers la Palestine

LE CAIRE. — Dans le but d'accroître le contrôle de l'émigration clandestine vers la Palestine et de la contrebande des armes destinées aux terroristes palestiniens, les autorités égyptiennes ont décrété « zone interdite » la presqu'île de Sinaï, du canal de Suez à la frontière de Palestine.

# Une menace contre l'ambassade française au Caire

LE CAIRE. — La police du Caire a reçu une lettre signée du comité nationaliste égyptien l'invitant que ce comité avait déclaré la guerre à tous les résidents français d'Egypte en représailles des incidents survenus à l'occasion du voyage du croiseur « Emir-Fawakir ».

La lettre ajoute que le comité a décidé notamment de « faire sauter l'ambassade de France au Caire. »

A la suite de cette menace, la garde des locaux de l'ambassade a été renforcée.

# UN DEPUTE « PETIT PROPRIETAIRE » SENUIT DE HONGRIE

BUDAPEST. — Le comte Dansevitz député « petit propriétaire » et ex ministre quitte la Hongrie clandestinement, confirme-t-on de bonne source à Budapest.

Quoique son nom n'ait jamais été prononcé dans la conspiration contre-révolutionnaire découverte en décembre, le comte était un ami de l'ancien président de la République, M. Tilly, il avait fait partie, à titre privé, de la délégation hongroise à la conférence interparlementaire de Caire en avril.

# L'entrevue Molotov-Peterson

MOSCOU. — Conformément à ce qui avait été annoncé, sir Maurice Peterson s'est rendu, à novembre, auprès de M. Molotov pour lui exposer le point de vue britannique sur la crise hongroise et lui demander des éclaircissements à ce sujet. Après cet entretien, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou a déclaré aux journalistes que le ministre des Affaires étrangères soviétique ne lui avait donné aucune information supplémentaire.

# La commission d'enquête pour les Balkans condamne l'attitude du gouvernement bulgare

LAKE SUCCESS. — Malgré une intervention favorable de la Russie et de la Pologne, la commission d'enquête pour la Grèce qui siège actuellement aux Etats-Unis, a condamné officiellement l'attitude de la Bulgarie qui, on se souvient, a refusé à deux reprises d'accorder le passage de sa frontière aux membres de la sous-commission d'enquête permanente chargée de tirer au clair les récents incidents gréco-bulgares.

Les délégués russes et polonais ont fait valoir dans leur défense en faveur de la Bulgarie, que ce pays n'avait pas eu assez de temps pour prendre les dispositions nécessaires avant l'arrivée de la sous-commission.

# Au Quartier du Dôme

16, rue du Dôme  
STRASBOURG  
Collection pour Dames  
Spécialité : Noir - Noir et blanc

# Das Ausland schreibt:

UdSSR  
DAS ANGLO-AMERIKANISCHER ABKOMMEN UBER DEUTSCHLAND

Die sowjetische Zeitschrift «Neue Zeiten» äußert sich in einem Leitartikel wie folgt zu dem zwischen England und Amerika über Deutschland getroffenen Abkommen:

«Dieses Abkommen bezieht sich durchaus nicht nur auf die Bildung eines neuen wirtschaftlichen Wirtschaftsvertrages, sondern auch auf die Unterzeichnung des Vertrages bekannt gewordenen offiziellen Erklärungen geht seine viel größere Tragweite hervor.

Diese Erklärungen seien die Übergabe der Machtvollkommenheit in Westdeutschland an die Zonenverwaltung für einen sehr langen Zeitraum, nicht nur in dem Zeitpunkt, sondern auch in dem Umfang, der sich auf die Zonenverwaltung ausdehnen werden. Das Abkommen ist in gewisser Hinsicht die logische Folge des in New York von Byrnes und Bevin unterzeichneten und läßt das Ziel der unterzeichneten Mächte hervorheben.

Bekanntlich haben die sowjetischen und amerikanischen Vertreter bei der Unterzeichnung des ersten Abkommens über die Zonenverwaltung betont, daß es sich um eine rein wirtschaftliche Maßnahme handele, doch war damals schon ersichtlich, daß das verteilte endgültige Ziel nicht nur wirtschaftlicher Natur war. Das demokratische Empfinden war vollständig genug, um in dieser Zusammenkunft die erste Maßnahme eines Planes zu erkennen, der auf die Zerstörung Deutschlands und auf die Bildung eines deutschen Weststaates hinarbeitet, was eine offene Verletzung der Potsdamer Beschlüsse vorstellt.

Die Tatsachen haben diese Annahme bestätigt: man kann heute die wirtschaftlichen und politischen Folgen dieser Zonenvereinbarung übersehen. Das in New York angebotene, großsprachliche Wirtschaftsvertrags hat Westdeutschland in Zukunft ernstlich Schwierigkeiten bereitet und in besonderer Weise betrübliche Erklärungen hervorgebracht. Die Landwirtschaft ist ruiniert, der Schwarzmarkt nimmt phantastische Ausmaße an, in der Industrie herrscht völliger Stillstand, der Warenmangel zwischen den Zonen ist ständig ab. Wenn man das bei der Zonenvereinbarung verteidigt hat, bedeutet, kann der herrschende Zustand nicht in Bräunen versinken.

Man weiß, daß die anglo-amerikanische Politik die Notwendigkeit der Entnazifizierung und der Demokratisierung Deutschlands nicht einsehen will. Sie beschließt, in Westdeutschland die Vorkriegsstruktur der amerikanischen Industrie wiederherzustellen, um die Zonenvereinbarung zu sichern. In dem in diesem Gebiet von dem Führer Deutschlands abgelehnt. Das Abkommen Clay-Boardman sieht die Schaffung einer deutschen und allerhöchsten Dienstleistungen der Verwaltung der zwei Zonen vor. Wenn man von den Bräunen dieser Dienstleistungen absteht, die den Grund der Sache lediglich verschleiern sollen, so kann man nicht weiter betreiben, daß mit diesem Abkommen ein drittes, deutsches Wirtschaftssystem in den beiden Zonen geschaffen wird. Es wird der Wirtschaft der beide Zonen ein Zwangsverhältnis auferlegt. Der Wirtschaftswettbewerb wird dem deutschen «Bundesrat» übertragen, einen Organismus, der in dem die verschiedenen Länder vertreten sein werden. Und die Verfassungen werden ganz einfach die Mittelstellen sein.

Dieser Zwangsverhältnisauferlegung ist seiner Natur nach selbstverständlich überaus realitätsfremd und wird eine tiefgehende Ablehnung mit der Z.Z. in verschiedenen deutschen Ländern, besonders in Bayern, herrschenden politischen Systemen auf.

Das ganze neue Zwangsverhältnis, wie es die Anglo-Amerikaner erzwungen haben, greift eine Kluft zwischen Westdeutschland und dem Rest des Landes. Außerdem stellt es das politische und wirtschaftliche Leben der gesamten deutschen Länder ernstlich in Frage. Es dürfte auch nicht als guter Zufall anzusehen sein, daß der Wirtschaftskartell für alle Fragen der Agrarwirtschaft, der Aufhebung der Kartelle, der Regionalisierungen und der Entnazifizierung nicht zustande gekommen ist. Dies alles zeigt, daß die Leitung der deutschen Wirtschaft in den beiden Zonen einer realistischen Bürokratie anvertraut ist.

Unter diesen Umständen sind die von Hoover und Vandenberg verkündeten Pläne zur sofortigen Bildung einer westdeutschen Regierung und der Unterzeichnung eines separaten Friedensvertrages mit dieser Regierung infolge bedauerlich. Offensichtlich würde ein solcher Friedensvertrag den Interessen der großen amerikanischen und englischen Monopole entsprechen.

Die Zusammenfügung der beiden Zonen ist ein Schritt zur Zerstörung Deutschlands und demgemäß eine Bedrohung des Friedens. Die sowjetischen Vertreter haben dies gänzlichlich die Moskauer Konferenz hervorzuheben. Während Marshall und Bevin so manche Mal ihre Absicht bekräftigen, die Potsdamer Beschlüsse in Anwendung zu bringen, hat die anglo-amerikanische Diplomatie heute ganz andere Saiten ausgespielt.»

### Detailgeschäfte!

Sie können die Wünsche der Dame für Frühjahr und Sommer erfüllen, wenn Sie sich rechtzeitig eine Warenbestellung sichern. Wir liefern, solange Vorrat reicht, pünktlich!

### Käppchen Damengürtel Wandertaschen u. a.

### Hugo Fallmerleier & Co.

100- und Export  
BADEN bei Mülheim  
Wasserburgerlandstraße 211

### DAS AKTUELLE BUCHLEIN!

Veranschaulichung des Geschichts, Karte der Mädchen...  
Preis 5 RM. einzahl. Porto u. Verz. C. W. Becker-Kirchner, (11b) Hagen/Westfalen 4, Postfach, Postfachkonto Dortmund 26 613.

### Lerni English und Französisch

Im amerikanischen und französischen Fernunterricht. Speziallehrer Institut E. A. Fritsch, 620 Frankfurt/Main, Postf. 10

### Kunststoffteile

Wir sind lieferfähig in Kunststoffteilen aller Art. Spezialisierte Ausführung in Großbetriebsbetrieben. Angebote mit Muster od. Zeichnung. Bestimmung von. Chiffre Nr. 24 077. an Agence HAVAS, Konstanz, Kandstraße 4, abgeben.

### Briefmarkenhans J. Karl KONSTANZ

Brieflicher Rat für Jüngerschaft. Lebensführung, Schönbilder u. Fernstudien vom Sonne-Institut, Kallmehle U 48

### Antiquitäten jeglicher Art

Ankauf, Verkauf, Versteigerung  
HANSER-HAUSER, Konstanz  
Stadelgasse 41

### Briefmarken-Sammler!

25 versch. D.-Eps.-Gebiete RM. 20.--  
40 versch. D.-Abst. u. Bes.-Geb. RM. 30.--  
30 versch. Oberösterreich RM. 15.--  
50 versch. O.B. u. poln. O.B. RM. 30.--  
Mehrfach: Sonder-Angebote gratis u. franko! Ankauf, Verkauf, Versteigerung. Preisliste gratis! RM. 1.50 Versandpost. E. M. Kaufmann, Briefmarkenversand, 119 Würzen i. Sa., seit 1928.

### Karl Hannewald

Das Badinger-Wort für Sie  
Konstanz, Hölzlestraße 10  
Reparaturen werden in eigener Werkstatt ausgeführt - Ankauf - Verkauf aller Geräte und Röhren

### Fakturistin

Zum sofortigen Eintritt wird gesucht  
perfekt in Maschinenschreiben, sich vorzuleben Agence HAVAS, Konstanz, Kandstraße 4

### Ein Ziel vor Augen. Allen

Schwierigkeiten aus Trotz wird man es eines Tages erreichen.  
das eigene Haus  
die eigene Wohnung, das ist der Lohn für beharrliches Gemütschaltensetzen. Setzen Sie Ihre Wünsche ein Ziel, schreiben Sie sich die Gemeinnützigkeit der Freunde an. Schreiben Sie bitte an  
G.F. Wilschert

### Wir stellen laufend ein:

Leistung für den Erwerb von Hand-, Maschinenform und Hilfsarbeiten für die Glaser-, sowie Hilfsarbeiten für Hochbau, Innenausbau und Bauarbeiten. Unentgeltlich in Wohnbereichen für Baugeländer ist vorhanden. Vergütungsmöglichkeit besteht in der Werkstätte, Arbeitsleistung wird beschriftet. Meldungen in Leubachstr. 1, Kallmehle, Hagen/Westfalen.

### Das UBERSETZUNGS-BÜRO FÜR HANDEL UND INDUSTRIE

Ludwigshafen Rhein-Gartenstadt, Hochfeldbuck, übersteht Ihre Exportskizzen, Kataloge, Preislisten, Rechnungen und wissenshaft. Bücher u. v. a. fachmännisch, schnell und preiswert durch bewährte Spezialisten in Französisch und Englisch. Auch durch die Post überaus schnelle Aufträge werden sofort bearbeitet.

### Wir stellen laufend ein:

Leistung für den Erwerb von Hand-, Maschinenform und Hilfsarbeiten für die Glaser-, sowie Hilfsarbeiten für Hochbau, Innenausbau und Bauarbeiten. Unentgeltlich in Wohnbereichen für Baugeländer ist vorhanden. Vergütungsmöglichkeit besteht in der Werkstätte, Arbeitsleistung wird beschriftet. Meldungen in Leubachstr. 1, Kallmehle, Hagen/Westfalen.

### Das UBERSETZUNGS-BÜRO FÜR HANDEL UND INDUSTRIE

Ludwigshafen Rhein-Gartenstadt, Hochfeldbuck, übersteht Ihre Exportskizzen, Kataloge, Preislisten, Rechnungen und wissenshaft. Bücher u. v. a. fachmännisch, schnell und preiswert durch bewährte Spezialisten in Französisch und Englisch. Auch durch die Post überaus schnelle Aufträge werden sofort bearbeitet.

### Neu! Rundfunkreklame

durch die weit ausstrahlende Sender Berlin und Leipzig. Günstige, verlässliche, erfolgreiche und kleinere Firmen alle Branchen. Projekte mit Budgetangaben durch Ludwigshafen/Westfalen. Ludwigshafen/Rhein-Gartenstadt, Hochfeldbuck.

### Kaufen oder tauschen

gebrauchter Diesel- oder Benzomotor, od. Lkw-Motoren, Franz. u. deutsche Fahrzeuge, auch reparaturbedürftig. Ferner suchen wir im Auftrag dringend mehrere 1- und 2-Achsen-Langholzanhänger, sowie Diesel-Baueigen-Schiepper, WEM, Werkzeuge u. Maschinen, Weidung u. Devisen, (11b) Hagen/Westfalen, Untere Vorstadt 17.

### BRIEFMARKENALBUM DEUTSCHLAND

1945/47 mit 19 kompl. ungebr. Seiten nur 40.- RM. portofrei, Vorbestellen in Noten per Einschreibebrief od. Postcheckkonto, Frankfurt (Main) 28 302. Alfred Brückner, Postfach 101, seit über 21 Jahren, Berlin-Neukölln, Lichterfeldstraße 50.

### BRIEFMARKEN-SAMMLER!

Forstert unvergänglich seine Bestimmungsgang Teilnahme an Neubestimmung. Best. alle, von Zeit zu Zeit erscheinende Neubesuchen im Abonnement zu günstigen Preisen an. Hans D. HELMS, Briefmarkenversand, (11a) Hamburg 1, Mönchbergstraße 11.

### NACHFORSCHUNGEN RUSS. KRIEGSGEFANGENER

„Erlaube Kreuz“ und „Hinter Halbinsel“, Makedon, geben neuerdings Auskunft. Suchen Sie sich und Übersetzt im Russische in der von den Sowjetbehörden vorgezeichneten A.T. nach Moskau und alle Übersetzungsarbeiten erledigt. Wera Bann, Bz. Dolmetscherin, (11b) Bad Wiesensee/Oberbay., Sonnenfeldweg 28.

Die Unterhaus-Debatte

(FORTSETZUNG VON SEITE 1)
dauert, aber wenn es ein solcher Konflikt ausbricht, wären wir verpflichtet, dagegen Front zu machen.

„Ich bin überzeugt“, so hat er präzisiert, indem er von der allgemeinen Lage auf dem Balkan sprach, „daß diese Länder entschlossen sind, die Opposition wegzufegen. Dies ist besonders ärgerlich, denn ich bin gegen das Prinzip der Einheitspartei.“

In Erwartung der sowjetischen Antwort

LONDON, 20. Juni. — In allen Hauptstädten der interessierten Staaten ist man auf die russische Antwort zu der Einladung Russlands an der Durchführung des Marshall-Planes aufs Höchste gespannt. In diplomatischen Kreisen ist man sich darüber klar, daß die Teilnahme Russlands an dem amerikanischen Hilfeplan die Auswirkungen des Programms starkstens beeinflusst. Die russische Nachrichtenagentur „Tass“ schiebt in den Besprechungen zwischen

Was Griechenland angeht, so ist der Außenminister überzeugt, daß es nicht viel bedürfte, um den Bürgerkrieg in diesem Lande zu beenden. Dazu wäre nötig, daß die Kommunisten mehr staatspolitische Gedinnung bewiesen, anstatt eine Politik zu verfolgen, die das Land zerstört.

Außerdem hat Bevin bereit die Diktaturregime gebremst und sich zugunsten der Menschenrechte und der individuellen Freiheit ausgesprochen.

den Außenministern Bevin und Bidault einen Versuch, hinter dem Rücken der UdSSR und der übrigen europäischen Ländern zu handeln.

Diplomatische Beobachter in London sind der Ansicht, die Teilnahme des sowjetischen Außenministers Molotow an der Konferenz der Außenminister, die in der nächsten Woche stattfinden soll, sei von zwei Faktoren abhängig:

1. Die Reaktion Russlands auf die Ausführungen des Staatssekretärs in amerikanischen Außenministerium, William Clayton, wozu sich die Sowjetunion gleichfalls durch Hilfenotierungen am Europaplan beteiligen soll, und

2. durch die sowjetische Ansicht, den Marshall-Plan durch die Wirtschaftskommission der UNO für Europa durchführen zu lassen.

Die Tatsache, daß Außenminister Molotow mit dem Sekretär der UNO-Wirtschaftskommission für Europa, Prof. Myrdal, eine Unterredung hatte, wird als ein weiterer Beweis dafür angesehen, die Sowjetunion tiefe die Durchführung des Marshall-Planes durch die UNO-Wirtschaftskommission vor.

Weitere Fragen, die in diplomatischen Kreisen Londons gegenwärtig erörtert werden, beschäftigen sich mit der Möglichkeit der Verwirklichung des Marshall-Planes auf gemeinschaftlicher Basis, ohne hierauf die ungelöste Problem der wirtschaftlichen Einheit Deutschlands erneut aufgreifen zu müssen. Wenn der Europa-Plan zur Lösung dieser Frage beitragen, seien die wichtigsten politischen und wirtschaftlichen Probleme Europas gelöst. Eine umfassende Durchführung des Hilfeplans würde jedoch die Behandlung Deutschlands als eine wirtschaftliche Einheit zur Voraussetzung.

Im Zusammenhang mit dem amerikanischen Programm wird erneut auf die für Europa weite Bedeutung des Ruhrgebietes hingewiesen, die auch für die politische Entwicklung der ganzen Welt von größter Bedeutung sei. Im Augenblick steht jedoch noch nicht fest, wie das deutsche Problem mit dem allgemeinen Hilfeprogramm für Europa in Verbindung gebracht werden kann.

Trygve Lie, der Generalsekretär der UNO, versicherte, daß alle Einrichtungen der UNO bereitstünden, alle Maßnahmen zur Durchführung des Planes für die wirtschaftliche Wiedergesundung Europas zu übernehmen. Die Wirtschaftskommissionen für Europa und die damit verbundenen UNO-Körperschaften hätten schon umfassende Angaben und Sachverständige angefordert, um den Plan gegebenenfalls sofort zu verwirklichen.

Bisher haben sich sechs westeuropäische Staaten offiziell zu dem Europahilfsplan Außenminister Marshall geäußert, erklärte der Staatssekretär für wirtschaftliche Angelegenheiten im amerikanischen Außenministerium, Clayton.

Die Jewish Agency legt ihren Standpunkt klar

JERUSALEM, 20. Juni. — Moshe Ebertok, der Leiter des amerikanischen Büros der Jewish Agency, gab vor der Palästina-Untersuchungskommission einen umfassenden Überblick über alle Phasen des politischen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Lebens der Juden in Palästina. Nach seiner Ansicht ist das jüdische Palästina eine „werdende Nation“ und besitzt bereits eine eigene Nationalwirtschaft. Er erklärte, für die

Er begrüßte zugleich den Vorschlag des amerikanischen republikanischen Senators Vandenberg, zur Prüfung der an europäischen Länder zu leistenden Hilfe eine aus Republikanern und Demokraten bestehende Kommission zu bilden. Das amerikanische Außenministerium brachte in einer amtlichen Erklärung die Zufriedenheit der amerikanischen Regierung über die Einsetzung Außenminister Molotow zu gemeinsamen Besprechungen, Großbritannien, Frankreich und der Sowjetunion zur Erörterung der europäischen Beteiligung an dem Marshall-Plan zum Ausdruck. Gleichzeitig wird aber nochmals darauf hingewiesen, daß die Zukunft des Planes davon abhängt, ob Molotow die Einladung annimmt.

Juden sei es unmöglich, als einzelne in die arabische Bevölkerung Palästinas eingegliedert zu werden, wie dies zwangsläufig in den übrigen Ländern der Fall sei. Ebertok bezeichnete die jüdische Einwanderung nach Palästina als eine Massenrückkehr.

KAIRO. — 1300 Offiziere und Soldaten der polnischen Nationalarmee haben sich laut AFP in Port Said eingeschifft, um nach Polen zurückzukehren.

Abd-el-Kader und Abd-el-Krim

(FORTSETZUNG VON SEITE 1)

der diplomatischen Beziehungen geben, würde vielleicht die Anwesenheit eines einfachen Geschäftsträgers in Kairo genügen, bis wir Genehmigung von der ägyptischen Regierung erhalten haben.

Was sind das für Genehmigungen?

Ich schreibe diese Zellen in meinem heimtätigen Touristen, aus der ich stamme, an dem Ufer eines friedlichen Flusses, dessen ruhige Wasser in den großen Strom fließen, der sich in den Ozean ergießt; ich besitze hier nicht die nötigen Unterlagen, um eine Frage des internationalen Rechts, die ich gestehe es, mich sehr beschäftigt, zu beurteilen. Bis zu welchem Punkt verbietet uns die Tatsache, daß ein fremdes Land einen politischen Gefangenen, der von einem Interaktionsort an einen anderen reist, erlaubt, sich nicht dortin zu bewegen, nicht seine Auslieferung zu verlangen? Was liegt schon an der Nationalität des Schiffes, an dessen Bord er war, und an dem amerikanischen Fehler, daß kein französisches Schiff zur Verfügung gestellt wurde? Wohl wird sich Ägypten darauf berufen, daß es sich um einen politischen Gefangenen handelt und daß das Asylrecht in diesem Falle anwendbar ist. Abd-el-Krim aber wurde in Marokko festgenommen, und Marokko steht unter einem internationalen Abkommen, dem Großbritannien, das damals diplomatisch im Namen Ägyptens sprach, seine Zustimmung gab. Ist da keine Grundlage zu einer berechtigten Zurückforderung?

Die Fremdarbeiter in Frankreich

(FORTSETZUNG VON SEITE 1)

In Anbetracht der Prioritätsbedürfnisse gewisser Zweige unserer Wirtschaft, wird die Entscheidung schneller herbeigeführt, wenn die folgende Sektoren betrifft:

- Bergwerke und produktive Extraktionen;
Industrielle Eisenwerke;
Aluminium-Industrie;
Eisenbahnen und Verwaltungsbüros der Metalle;
Textilindustrie.

Die Möglichkeit der Umwandlung in freie Arbeiter ist jedem deutschen Gefangenen geboten, der freiwillig eine Erklärung seiner Entscheidung unterschrieben hat; dennoch prüft eine Kommission das Gesuch und nimmt es an oder verwirft es.

Bei Annahme durch die französischen Stellen erhält der Gefangene, der frei ist, seine Anstellung bei einer der obengenannten Zweige oder bei dem Arbeitgeber, bei dem er im Dienst ist, zu erhalten, einen Befreiungsschein, der von den Militärstellen des Lagers, dem er angehört, ausgestellt wird, und seine Erpressnisse, die aus den Summen bestehen, die für seine Arbeit als Gefangener auf sein Konto gelaufen, werden ihm ausbezahlt.

Sodann wird ihm erlaubt, einen

Arbeitsvertrag für die Höchstdauer von 12 Monaten zu unterschreiben. Sein Gehalt, seine Wohnbedingungen, seine Verpflegung und seine Arbeitszeit sind die gleichen wie die der französischen Arbeiter derselben Berufsgruppen und der Region, in die er eingewiesen wird. Jede Mehrarbeit wird ihm nach dem Tarif bezahlt.

Nach der Unterzeichnung seines Vertrages genießt der deutsche Arbeiter die Vorteile der Sozialversicherung, die für die Arbeiter bestimmt sind, so Sozialversicherung, Arbeitsunfallversicherung usw.

Unabhängig von diesen Vorteilen, empfängt der so in ein freies Arbeitsverhältnis überführte Gefangene eine vorläufige Aufenthaltskarte, die von der Präfektur ausgestellt wird, wo er seine Berufstätigkeit ausübt und eine vorläufige Fremdarbeiterkarte, die ihm das Recht gibt, den auf dieser Karte erwähnten Beruf während eines Jahres auszuüben.

Nach Ablauf dieses Vertrages kann dieser eventuell durch ein stillschweigendes Übereinkommen von Arbeitgeber und Arbeitnehmer erneuert werden, ebenso unter denselben Bedingungen die Karten. Der Titel „Fremdarbeiter“ gibt

UNO

Amerikanischer Abrüstungsplan
NEW-YORK, 20. Juni. — Der von den USA vorgeschlagene Abrüstungsplan für die UNO-Abrüstungskommission wurde mit acht gegen eine Stimme bei 2 Stimmenthaltungen angenommen. Während sich Polen und Kolumbien der Stimme enthielten, stimmte die Sowjetunion gegen die Annahme.

Jugoslawien

Marshall Kwaternik hingerichtet
BELGRAD, 20. Juni. — Der frühere Marschall des unabhängigen kroatischen Staates während des letzten Krieges, Kwaternik, und andere ehemalige hohe Vertreter des ehemaligen Kroatischen wurden nach dem Urteilsspruch des Obersten jugoslawischen Gerichtshofes hingerichtet. Das Gnadengehör der Verurteilten war vom Präsidium der jugoslawischen Nationalversammlung abgelehnt worden.

Oesterreich

General Mark Clark befürwortet kommunistische Erfolge
SAN FRANZISKO, 20. Juni. — General Mark Clark, der frühere Oberbefehlshaber der amerikanischen Besatzungstruppen in Oesterreich, drückte die Befürchtung aus, die Kommunisten könnten in Oesterreich ebenso wie in Ungarn Erfolg haben, falls die USA keine entschiedene Politik gegen die Verfestigung des Kommunismus in Europa einleiten würden. Zu den Verhandlungen der Viermächte-Kommission über den Staatsvertrag mit Oesterreich erklärte der General, der Besitz der ehemaligen deutschen Gebiete gebe der Sowjetunion einen ungleichen wirtschaftlichen Halt.

Bulgarien

UNO-Balkan-Ausschuß gegen Haltung Bulgariens
NEW-YORK, 20. Juni. — Der UNO-Balkan-Untersuchungsausschuß hat beim Welticherbeitrat gegen die Haltung Bulgariens protestiert, das dem Ausschuß zur Überprüfung der Grenzwirtschaften an der griechisch-bulgarischen Grenze des Übertritts nach Bulgarien verweigert. In einem Telegramm fordert der Ausschuß, der Welticherbeitrat solle die Verpflichtungen eines jeden Landes gegenüber der UNO feststellen. Bulgarien hatte der Untersuchungskommission den Grenzübertritt mit der Erklärung abgelehnt, es sei nicht genehmigt zur Vorbereitung auf den Bereich voranzufahren.

Großbritannien

Zu den Einbrüchen in der sowjetischen Botschaft
LONDON, 20. Juni. — Der britische Innenminister nahm in Unterhaus zu den Erklärungen Stellung, wonach in die Londoner sowjetische Botschaft mehrere Einbrüche verübt worden sind, ohne daß sich die britische Polizei sonderlich um Aufklärung bemühte. Der erste Einbruch, der am 23. Mai erfolgte, soll, sei erst am 3. Juni der Polizei gemeldet worden. Auf die Frage, ob die Berichte in der britischen Presse über sieben Einbrüche auf Tatsachen beruhen, erwiderte der Innenminister, seinem Ministerium wären nur drei angebliche Einbrüche in Gebäuden, die von sowjetischen Beamten bewohnt würden, gemeldet worden. Es sei verständlich, daß die Bemühungen zur Aufklärung der Einbrüche durch die lange Zeitspanne vom Geschehen bis zur Meldung stark erschwert würden.

Spanien

Lord Templewood fordert Bestätigung des Franco-Regimes
LONDON, 20. Juni. — Lord Templewood, der in der Zeit von 1940 bis 1945 unter seinem früheren Namen Sir Samuel Hoare britischer Botschafter in Madrid war, forderte in einer vom britischen Rundfunk übertragenen Rede eine gemeinsame britisch-amerikanische politische Aktion, um das Franco-Regime durch eine verfassungsmäßige Regierung zu ersetzen. Lord Templewood empfahl, die Erdöl-, Gummi- und Baumwollimporte nach Spanien zu sperren und vertrat die Ansicht, daß dadurch binnen weniger Monate die Franco-Regierung zum Abhanden gezwungen werden könnte. Je länger die Regierung Franco, Spanien beherrscht, um so mehr müßte mit dem Ausbruch eines neuen Bürgerkrieges gerechnet werden.

Japan

Politische Klärung auch in Japan
TOKIO, 20. Juni. — Ein Sonder-Komitee für politische Klärung mit 50 000 bis 60 000 Japaner, darunter führende Persönlichkeiten von Presse, Radio, Bühne und Film über ihre Tätigkeit während des Krieges überprüfen. Damit wird die vor einem Jahr von General McArthur angeordnete Klärung auf dem Gebiet des Finanzwesens und der Politik vervollständigt.

Kurzmeldungen

- BRAG. — Laut Cebeka hat sich der stellvertretende tschechische Außenminister Dr. Cimrman nach Sofia begeben, um dort ein tschechoslowakisch-bulgarisches Kulturabkommen zu unterzeichnen.
NEW YORK. — Am Donnerstag haben die „American Overseas Airlines“ den ersten regelmäßigen Flugverkehr zwischen den USA und Peking eröffnet. Der erste Flugweg hat den La Guardia-Flughafen in New York am Donnerstagmorgen verlassen. Zwischenlandungen sind in Gander, Bryn Mawr, Kopenhagen und Stockholm vorgesehen.
BUENOS AIRES. — Bei einem Eisenbahnunfall auf der Strecke Buenos Aires-Posedas in der Nähe von Le Corral wurden 28 Personen getötet und 64 verletzt.

WIR SUCHEN für 500-Wertungsbogen und 500-Böden zuverlässige, stichtige, stressresistente
Bezirksvertreter(in)
zur Werbung und Betrugvermeidung werden geeignete Bezüge sowie dauerhafte und sichere Einbauten benötigt. Nachforschungen werden angestrengt. Bewerbungen unter Nr. 204 an ZEITSCHAU GmbH, Aazgenvermittlung, Tullingen.

BRANDMARKEN-NEUHEITEN haben billiger als jemals und völlig neue auch Auswahloptionen von Deutschland, Europa und Übersee. Es ist ihr Vorteil, wenn Sie auch keine meine Bedingungen nicht Preisdarlehen. — Ich kenne Sammlungen, bessere Sätze und Einzelmarken. Ernst Bauer, Erlangen/Lehrstuhl, Steinweg 17 (Frankfurt).

SUCHE für sofort 18 000 RM. zu guten Zinsen. Angebote unter Nr. 200 an Agence HAVAS, Konstanz, Kanalstr. 3.

Für alle Transporte TRANSIT
Transportgesellschaft m. B. H. Konstanz, Ringstr. 10, Tel. 11.
Ludwig L. B., Schiffbau, Basel.

la. Existenz durch Lizenz
Herstellung und Vertrieb eines neuen Brennstoffes für Öfen und Herde, den Erfinder ähnlich in Herweg u. Breslau, für alle Bezirke nach zu vergeben. Behörde begünstigt. Kein großes Kapital oder Einrichtung erforderlich. Benötigte Rohstoffe sind erhältlich. Bilanzprobe an Ernst Lamberty, Fabrikant, (184) Stuttgart, Gaster-Straße 43.

MANAGER CARL HIRSCH vermittelt diese besonderen Briefwechsel in Belg., Franz., Spanisch, Isl., sowie in Esperanto u. Altgriechen, Griech., Latein sowie briefl. Gedächtnisstütze über alle Wissenschaften. Zentrale Vermittlungswesen in fast allen Ländern der Erde. Zentrale für Deutschland: Hamburg 10, Deplandstr. 10. Fordern Sie Broschüre gegen Postkarte.

BUCHHALTUNG, KOSTENRECHNUNG
BRUCHT man — Jemand man durch Fernunterricht Franz. Kaufmann, Buchhalter, (128) Erlang/Ob. 121. Prospekt 1 frei.

AUSBAUFÄHIGE GROSSHANDLUNG
mit großem Kundenkreis der chemischen und kosmetischen Branche bietet ständigen Teilhaber mit Auto und Vermögen gute Existenz. Anfr. unter Nr. 223 an Agence HAVAS, Konstanz, Kanalstr. 3.

ALTE STICHE, Kopier und Stahl, aus der Gegend Baden-Baden, sowie Ausgüsse keram. H. Netz, Baden-Baden, Markstr. 17.

PAFFENFABRIK (österreichische Zone)
sucht zuverlässige oder künftige einen geeigneten Fabrikationsort. Angebote unter Nr. 204 an ZEITSCHAU GmbH, Aazgenvermittlung, Tullingen.

Chemiker oder Apotheker
m. groß. Betriebsfahr., überdurchschnittl. betriebl., idealisch, von württ. Anstellungsbüro (IS-Zone) in ganz, vollständige Dienstleistung gesucht. Bewerber, die ernsthaft auf diesem Gebiet tätig gewesen u. zur tätigen Mitarbeit bereit sind, werden um Zuehr. mit Ausdrück. Darlegung ihrer Zielsetzung gebeten unter 3 707 an SCHWEG, Ammon-Expeditio, Stuttgart 1, Postfach 999.

Deutsche und schwedische MASSAGE-BEISANDLUNGEN
Bestandteile ultraviolettes u. Solar. Auch Heißluft-Bade- u. Massage-Institut Karl Malar, Baden-Soles, Schillerstraße 7

STEFANZ MACZY PRUEDE!
Persönlichkeit in 6 Lektionen. Anträge an Stefan Maczy, (144) Ulm/abg. bei G. P. P. P.

EJOHNHEIM U. NORBE durch Selbsthilfe
Aufklärung durch Bes. und Selbsthilfe, Hamburg 11, Postfach 1398 Rückkarte beifügen.

PUPPENKLEIDER und -SCHUHE
werden von allen Kleider-, Blumen usw. angefertigt. Prospekt gegen Rückporto: H. Böhm, (104) Kietzstr. 62 Kl.

SUCHE
SUCHE gegen braune Braune, Gr. 48, gegen neue Seidensch. Gr. 46. Anfr. unter Nr. 423 an Werbeagentur SWWEST, Karlsruhe, Postf. 200.

GESUCHT
Gute neue oder wenig getragene braune od. schwarze Damenkleider in den Größen 3, 4, 7, 10 cm, Länge 1,10 m, gegen gute Silber-schmuck. Anfr. unter Nr. 424 an Werbeagentur SWWEST, Karlsruhe, Postfach 200.

SPIELFILME 16 u. 8 mm, Schweißkammer und Projektor 16 u. 8 mm, sowie Kleinbildkamera zu kaufen gesucht. Angebote an R. Martens, (154) Backhof 5, Ludwigs-Deutscher.

Gemäß Artikel IV des Gesetzes Nr. 37 der Militärregierung vom 6. Mai 1947 haben die Verwalter der drei Großbanken in Württemberg-Baden-Nord mit Wirkung vom 16. Juni 1947 deren Namen wie folgt geändert:

Commerzbank jetzt Bankverein für Württemberg-Baden
Deutsche Bank jetzt Südwürttemberg
Dresdener Bank jetzt Allgemeine Bankgesellschaft

MERIE LEIBENSBERG UND IRENE FREUDE, Körperliche und geistige Erziehung, Verpflegung ohne Operation, ohne Narkose. Lebensdauererwartung, Aufklärung geg. 30-Pfg.-Marken. Angewandte Lebensschule, Carl Klauener, Heidelberg-Kl.

EPOCHENMACHERISCHE ERFINDUNG der Reklamemittel — „Panzetta“, die lebende Reklame — ein Reklamemittel für alle Branchen vertrieht Paul Hübner, (204) Hannover, Osterbergstraße 5.

SUCHE
SUCHE schön, gut erhalten hellbraune Kleider, Größe 48, gegen einen Brillenbesitzer und ein Paar Brillenbesitzer. Anfr. unter Nr. 423 an Werbeagentur SWWEST, Karlsruhe, Postfach 200.

Referenten
Für selbständige Bearbeitung von Import- und Exportgeschäften (Import- und Exportgeschäften, Volkswirtschaft mit praktischen Erfahrungen im Auslandsverkehr), überdurchschnittliche Kräfte mit gut. Sprachkenntnissen werden zum eingestellt. AUSSENHANDEL - ZENTRALAMT Baden-Baden, Stollenstraße 10.

Fenstral
reißt fest! ideal strahlend hell!
1. Befestige kleinen Lappen mit Fensral und wische damit übers Glas
2. Poliere mit trockenem, sauberen Tuch, bevor „Fenstral“ trocken ist. Im Ne sind Ihre Fenster gläsernder klar! Sie erhalten „Fenstral“ in Leinwandgeschäften und Drogerien. Bitte beachten Sie zum Einkauf die richtige Flasche mit

Payance .. Bilder
Antiquitäten-Schmuck, Teppiche u. Möbel kaufen und verkaufen laufend. Antiquitäten-PAUL, KARLSRUHE, Waldstraße 10 gegenüber Bary.

Heiraten
VORNEHME, elegante, individuelle GROSS-EHEANBAUUNG
Frau Hel. Bruchel (204) Hannover, 30. Dezember 74. Tel. 8-49-35. Sprechstunden wöchentlich 15-20 Uhr. Auswärts auch schriftliche Brieflegung.

Institut Frau Elisabeth Reiser
KONSTANZ, SCHOTTENSTRASSE 73
An. Gedächtnisstütze, geg. 10/10 in 10 Minuten Form vermittelt. Ehen, Ställe, Kräfte

DEM ENDRAMEN HILFT Ehenachhilfe
Maria Speck, Karlsruhe, Eberhardstr. 45. Erfolgreiche Tätigkeit auch für Ausländer

Heiraten
HARMONIE :: Das Großinstitut für Ehenbahnung Marg. Selig
Geopfert 1937 in 100- und 500-Wörterbuch 21. Ff.
Auskunft durch Herleitung
Konstanz, Untere Luch 12

HEIRATEN vermittelt aus allen Kreisen von Stadt und Land mit gutem Erfolg streng nach Frau Emma Marschall, 611. Ehemittel am Platz, Karlsruhe, Karlsruh, 140 P. Geogr. 1911, Ruf 4238, Sprechstunde tagl. v. 2-7 Uhr.

DER TREFFPUNKT, die große, erfolgreiche Ehenbahnung für die Westzone. Beste Verbindungen zu allen Krisen in Stadt und Land. Fordern Sie „Schrift N“ und Auswahlliste gegen Doppelporto von „Der Treffpunkt“, Ekzenstraße, Postfach 30, oder Hannover-L. Jochims, 5. oder Bremen, Krogklatz, 23. oder Düsseldorf, Elber, Dmasestr. 19.

ERBSUCHENDE der ersten Gesellschaft aus Kunst und Wissenschaft, Handel und Industrie, Adel, hoh. Beamtenstand, Land- und Forstwirtschaft und akadem. Berufen in allen vier Zonen finden einen geeigneten Kreis geliebter, kultivierter Menschen bei Frau Hedwig Ebert, Witwe des Dr. Otto E. Ebert, Leipzig, (144) Hüllstr. am Neckar, Postfach 304.

Frau Maria Schmidt
Nürnberg, Post-Telefon-Nr. 89
Die nächste kostenlose Eheberatung der guten Kales. Eheberatungsgesellschaft.

DEUTISCHE FRAUEN!
Viele von Euch werden heute allein bleiben müssen. Viele können aber doch die Lebenserleichterung ihrer Ehe finden. Auch auf Sie wartet die Spez. Abt. für Kriegswitwen und Körperkaderate der Inst. für SCHULE-DUZ, Schenkerstr. 10, Postfach.

DEUTSCHLAND

Französische Zone

Nach keine endgültige Regierung in Rheinland-Pfalz

KOBLENZ, 20. Juni. — Die Verhandlungen zwischen den Parteien über die Bildung der endgültigen Regierung des Landes Rheinland-Pfalz haben bisher zu keinem Ergebnis geführt.

Amerikanische Zone

Amerikanischer Berater für jüdische Angelegenheiten ernannt

FRANKFURT, 20. Juni. — General Clay ernannte den Richter Louis E. Levinthal als Philanthropen zu seinem Berater in jüdischen Angelegenheiten.

Britische Zone

Lebensmittelknappheit aktiviert Schwarzen Markt

BERLIN, 20. Juni. — Die Lebensmittelknappheit hat in der britischen Besatzungszone eine Aktivierung der Schwarzmarktschäfte hervorgerufen.

Vor 100 Jahren erste Postdampfer-Verbindung zwischen Amerika und Europa

BREMEN, 20. Juni. — In Erinnerung an die erste Postdampfer-Verbindung zwischen Amerika und Europa, die mit der Ankunft des amerikanischen Dampfers „Washington“ in Bremerhaven vor 100 Jahren eröffnet wurde, fand in Bremerhaven die Enthüllung eines Denkmalsteines und ein Festakt im alten Rathaus statt.

Britisch-amerikanische Zone

Telegrafischer Verkehr mit dem Ausland

BERLIN, 20. Juni. — Die amerikanische Militärregierung für Deutschland gab hier bekannt, daß Geschäftsbeziehungen im telegrafischen und fernmündlichen Verkehr mit dem Ausland von den dazu berechtigten deutschen Firmen und Einzelpersonen in der britischen und amerikanischen Zone seit dem 15. Juni genehmigt sind.

aus aller Welt

BERLIN. — Insgesamt 181 von 228 Luftschiffen wurden in Berlin bis jetzt geprüft.

HAMBURG. — Nach Mitteilung des Hauptquartiers der britischen Marine in Hamburg wird das Bomberkommando der RAF in Kürze Bombenbeschießungen auf Helgoland und die Düne vornehmen.

MÜNCHEN. — Die am 1. Juni in Bayern durchgeführten Wahlen ergaben ein Ergebnis über sieben Millionen blank, heißt das Statistikamt für die Nachkriegswahl.

„NEUE DEUTSCHE KUNST“

eine Ausstellung in Mainz

DIES ist eine köhne Ausstellung. Direktor Busch, der Leiter der Mainzer Gemäldegalerie, hat mit ihr einen Schritt getan, der ihn in die Reihe der Avantgarde stellt.

Fuhr, der mit seinen ausdrucksvollen, im Kubismus sehr frühen Arbeiten auszeichnet ist, leitet zu den Kubisten über, die in May und Achermann beachtenswert starke Vertreter haben.

Hamburger Filmbrief

HELMUTH KAUTNERS erster Nachkriegsfilm „In jenen Tagen“, erlebte in Hamburg seine Weltaufführung.

Es sind dies die markanten Stationen, die sich innerhalb der 12 Jahre in jeder Sekunde dieses Films wiederholen.

ANTIKUITÄTEN

Carl F. Eisele, Antiquar, Lichtstrahl Str. 18, Objets d'art antiquaires d'Europe.

GEREICHTE HAUSDAME

Einmalige Hausdame mit 12 Kindern, 1 Kind gerettet, Englische u. Französische Sprachkenntnisse für die Bräuterei des Kindes erwirkt.

LICHTSPIELTHEATER

Programme bis zum 26. Juni

- BAD EME (Lichtspiel) Maria Capodanno. — (Drama) Solange ich lebe. BADEN-BADEN (Austria) Der ewige Götze.

Das Wichtigste im Radio

- SÜDWESTFUNK (47,46 m, 305 m, 391 m, 363 m) Alle Tage: 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31.

Theater und Konzerte

- BAD KREUZNACH „Die gelehrten Frauen“ (Les femmes savantes) von Molière, gespielt von der Compagnie des Dieux. KARLSRUHE (Stadtheater) 18 Uhr: Falsche Oper von Ludwig van Beethoven.

Französische Radiostunde

Am 21. Juni 1947, 18.45 Uhr, über Sender: Koblenz (191 m) Katernauersberg (193 m) Freiburg (193 m) Badensbad (17.48 m) Sigmaringen (192 m)

Wiederholungskurs für Anfänger

F. — Soirée Madames, Soirée Madames, II. — Soirée Madames, F. — Heute haben wir unsere 48. Lektion Französisch (soixante-huitième leçon de français).

Nouvelles de France

DIREKTION — REDAKTION ADMINISTRATION — ANZEIGEN-DRUCKEREI, Abonnements in der französischen Zone bei allen Postanstalten.

Deutsche Presseschau

AMERIKANISCHE ZONE

DIE ERSTEN SCHRITTE

Nach mit den ersten Schritten beizugehen, die nach der Münchner Ministerpräsidenten-Konferenz in Washington sind, schreitet die in der amerikanischen Besatzungszone einsetzende „WISER-KURIER“.

Die in Brücklingen und Gengenkirchen sowie in den Zeitungsstellen häufig bin- und hergehende Diskussion über das Thema, ob „Der Osten“ oder „Der Westen“ für das zur Teilweise Geltingen der Münchner Konferenz verantwortlich gemacht werden muß, ist für die deutsche Öffentlichkeit nicht so interessant.

Die Regierungsvertreter der drei westlichen Zonen, haben den Amerikaner Kontrollrat um Anhörung ersucht. Diesen Schritt heißt es nun zu unterstützen, ungeachtet dessen, was vorangegangen ist.

TUM FALL THOMAS MANN

Jüngst erklärte Thomas Mann in Zürich: „Was die Deutschen als Grundlage für ihre Erhebung sieht, ist ein gutes Beispiel, das ihnen beweist, was ihnen schaden kann.“

„Gestern schalt der strenge Magier“

„Gestern schalt der strenge Magier der deutschen Sprache, der starrsinnige Dichter deutscher Weisheit, der einstige große Schriftsteller, in dem Deutschland auf der Schwärzungsfront, die von gewissen Stagnationsbetrieben werden.“

GROSS-SCHWABEN

Um mit einem besseren Ton zu schließen, stimmen wir die „STUTTGARTER ZEITUNG“.

„Wie uns berichtet wird, kann man in der deutschen Südwelt ohne gegnerische ein Flugblatt erhalten, das zur Gründung von „Schwabenvereinen“ in allen Gebieten aufruft und einen neuen Staat „Schwabenland“ errichten möchte.“

Le budget devant l'Assemblée nationale

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

LE BUDGET DES TRANSPORTS

L'Assemblée est passée ensuite à l'examen du budget des travaux publics et des transports. M. Gailland (M.R.P.) rapporteur, remarque que l'effort de compression des crédits a porté surtout sur les travaux et manifeste la crainte que les sommes consacrées aux routes, aux ports, voies navigables soient insuffisantes.

M. Jules Moch, ministre des Travaux publics répond: « Les réductions ont naturellement porté sur les travaux, car ceux-ci absorbent la plus grande partie des budgets du ministère. Les dépenses de personnel ne représentent que 5 % de l'ensemble. Il n'y a eu, en ce domaine, aucune inflation. Les effectifs de 1947 sont inférieurs aux chiffres de 1914 et de 1929. Les ingénieurs sont d'ailleurs dévalorisés. »

« La dévalorisation progressive de la fonction technique par rapport à la fonction administrative est une des causes de nos difficultés », affirme le ministre, qui souhaite qu'une abrogation rapide de l'acte dit loi d'octobre 1941, permette de rémunérer le personnel technique en fonction des services rendus aux collectivités locales.

M. Jules Moch précise que le déficit de la S.N.C.F. ne peut être comblé qu'en fin d'année. Il estime que le budget de la S.N.C.F. doit être équilibré et il le sera.

Le parti communiste critique le programme financier du gouvernement

PARIS. — Le bureau politique du parti communiste français s'est réuni le 19 juin sous la présidence de Maurice Thorez, secrétaire général du parti. A l'issue de cette réunion, le procès-verbal suivant a été publié :

« Pour une fiscalité démocratique » Le bureau politique a pris connaissance d'un certain nombre d'informations relatives au plan financier du gouvernement.

Il ressort de ces informations que les projets actuellement mis au point par le Conseil des ministres tendent à imposer des charges nouvelles et insupportables aux ouvriers et aux petites gens des classes moyennes, qui ne sauraient supporter seuls le poids de la reconstruction du pays.

Le bureau politique a réaffirmé la nécessité impérieuse d'une réforme démocratique de la fiscalité, dans l'esprit du projet déposé en avril dernier par Jacques Duclos et le groupe communiste à l'Assemblée nationale.

Pour les transports TRANSIT

Ceasrance, Stagnell, Weil & Klein, London, Schiffbauers, Biele.

Sur la question du tourisme et de la propagande en faveur du tourisme, s'ouvre un débat qui, rapidement, déborde du cadre de la discussion budgétaire.

M. Gailland (M.R.P.) rapporteur, remarque que l'effort de compression des crédits a porté surtout sur les travaux et manifeste la crainte que les sommes consacrées aux routes, aux ports, voies navigables soient insuffisantes.

Aujourd'hui, vendredi, l'Assemblée poursuit la discussion des interpellations sur le transfert et la dévolution des biens de presse, et sur la gestion des entreprises nationalisées. Elle entendra ensuite développer par leurs auteurs, celles qui ont trait aux résultats de la conférence de Moscou.

Le Conseil de la République examine le budget ordinaire

PARIS. — Le Conseil de la République a examiné jeudi après-midi la première partie du budget ordinaire services civils de l'exercice 1947, qui ne peut faire l'objet d'une discussion séparée parce que sans lien avec les cahiers de crédits.

Le rapporteur général a demandé une présentation plus claire du budget pour faciliter le dépeçage des abus, et un premier débat s'est engagé à propos de l'article 27 permettant aux auxiliaires de l'Etat de rester en fonction jusqu'à 65 ans sous condition d'aptitude physique.

Selon M. Lepic, cette mesure aurait l'avantage de fonctionnaires plus jeunes. M. Robert Schuman fait remarquer que la mesure ne vise pas les fonctionnaires titulaires et finalement que l'article est adopté, de même que l'article 21 ter, stipulant qu'à titre transitoire, et à partir du 1er janvier 1948, la durée de la probation accordée à un fonctionnaire ne pourra excéder la durée des services restant à accomplir entre le 15 février 1948 et la date à laquelle ce fonctionnaire aurait atteint la limite d'âge précédemment en vigueur.

Le Conseil a adopté ensuite plusieurs articles concernant la carte des étrangers, commerçants ou industriels. Un amendement est adopté stipulant un impôt de 5.000 francs pour une validité supérieure à 3 ans, 2.000 francs lorsqu'elle est supérieure à un an, 1.000 francs lorsqu'elle est inférieure à un an. La carte délivrée aux artisans est assujettie à la perception d'une taxe moindre; celle délivrée aux étrangers exerçant une profession agricole est assujettie à la perception d'une somme de 2.000 francs quelle que soit la durée de la validité. La suite du débat est renvoyée.

Au début de l'après-midi le projet de loi ouvrant un crédit de cent millions de francs pour les sinistrés de Tunisie avait été adopté avec une proposition tendant à modifier la loi du 9 mars 1946 portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie, en mai 1945, et celle qui pro-

L'ACCORD sur le plan Schuman

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

été que faiblement modifiée. Par contre, l'état de la Trésorerie se serait rapidement aggravé pour diverses raisons, au premier rang desquelles le ministre place les récents troubles sociaux et leurs conséquences.

Dans ces conditions, l'augmentation des avances de la Banque de France au Trésor serait atteinte en cours des dernières semaines au taux élevé. Le ministre aurait précisé que ces avances, avaient été, la semaine dernière, d'une trentaine de milliards, alors que pour les trois mois précédents leur total n'avait pas excédé 60 milliards.

M. Schuman aurait donc insisté sur la nécessité urgente d'appliquer des mesures financières qui permettraient de fournir au Trésor 120 milliards de ressources. Sur cette somme globale, 45 milliards seraient demandés à la fiscalité. Le ministre a indiqué que la moitié, soit 22 milliards, proviendrait de l'augmentation de 25 % de l'impôt de solidarité et serait affectée spécialement aux dépenses de reconstruction.

PROJETS DE LOI

PARIS. — MM. Paul Baudet, député M.R.P. de l'Hérault et de M. Fabry Albert Gas, député M.R.P. de l'Aude, ont déposé une proposition de loi tendant à abolir la peine de mort.

Dans l'exposé des motifs, les auteurs de cette proposition appellent qu'une mesure dans ce sens vient d'être adoptée par l'U.R.S.S.

Enfin MM. Schwiter (M.R.P. Marais, Patowski (M.R.P. Seine-et-Oise), et les députés du groupe M.R.P. ont déposé une proposition de loi tendant à doter d'un statut les expatriations publiques et les entreprises nationales.

La C.F.T.C. prend connaissance des projets financiers gouvernementaux

PARIS. — Dans un communiqué, la commission exécutive de la C.F.T.C. a fait connaître qu'ayant pris connaissance des projets financiers du gouvernement « elle s'élève des maintiens contre toutes mesures qui auraient pour conséquence d'aggraver l'état d'insécurité des travailleurs par une hausse du coût de la vie ou par une atteinte aux droits acquis en matière de sécurité sociale ».

« Le Journal officiel » publie un décret du chef de l'Etat portant amnistie des peines infligées pour des délits de droit commun ou militaires au dépositaire par 10 ans de prison et dont l'application aurait été suspendue en raison de la guerre.

Radio-Franck RADIOS PHONOS DISQUES ARTICLES ELECTRO-MENAGERS STRASBOURG 4, PLACE DE L'HOMME D'FER

Nouveaux mouvements de grève à Paris

DANS LES BANQUES

La grève des banques décidée par la C.G.T. et la C.F.T.C. a été presque totale en France et en Algérie.

Dès avant neuf heures, les employés stationnaient aux alentours des établissements où ils travaillaient, mais les portes des banques sont restées fermées. Il en fut ainsi au siège central du Crédit lyonnais. Le service d'ordre était assuré par quelques agents.

Fermées elles aussi, les portes de la B.N.C.I. et de la Banque transatlantique.

Seule l'activité a été normale à la Banque de France. Le personnel est venu travailler comme à l'habitude.

Les pourparlers se sont poursuivis durant toute la journée de jeudi, et on laissait entendre dans les milieux syndicaux que ce conflit ne serait pas de longue durée, le travail pouvant reprendre lundi prochain dans l'hypothèse la plus défavorable.

A l'issue du meeting des employés de banque organisé par la chambre syndicale des employés de la région parisienne de la C.G.T., M. Charrieron, secrétaire de la section fédérale du crédit de la C.G.T., a souligné que le gouvernement allait reconsidérer le

problème de la répartition des heures de travail sur cinq jours.

Tard dans la soirée les négociations se sont poursuivies au ministère du Travail entre les représentants syndicaux des employés de banque C.G.T. et C.F.T.C. et les membres de la délégation des banquiers. A 22 heures, M. Capocci, secrétaire général de la Fédération des employés, sortant du ministère, a notamment déclaré : « Nous avons défini les nouvelles classifications de salaires, mais l'accord n'a pu se faire sur le reclassement. »

Sur l'intervention du représentant du ministre du Travail, la délégation patronale a été invitée à présenter une nouvelle proposition chiffrée. Cette dernière sera examinée par la commission paritaire qui devait se réunir hier, vendredi, à 15 heures.

LA GREVE DES OUVRIERS GLACIERS EST TERMINEE

PARIS. — Les ouvriers glacières, réunis en assemblée générale, ont décidé à l'unanimité la reprise du travail. Ils ont réintégré leurs emplois vendredi matin. Par contre, le mouvement de grève qui avait éclaté dans les grands magasins de Paris s'est étendu à tous ceux de la région parisienne, à l'exception du Louvre, où les employés continuent à travailler normalement.

MANIFESTATION DES OUVRIERS DE CHEZ CITROEN

Vendredi après-midi, vers 15 heures environ, 6.000 ouvriers des usines Citroën ont interrompu leur travail et formés en cortège, se sont dirigés vers la usine de 15e arrondissement devant laquelle ils ont manifesté. On ne signale aucun incident.

Les revendications de denrées périssables des Halles

PARIS. — Les transporteurs de denrées périssables des Halles se sont réunis jeudi soir, à 21 h. 30, au nombre de 400 à la gare de Bercy-Rapée.

Les délégués syndicaux ont réclamé un acompte provisoire de 10 francs l'heure sur les primes à la production, alors que les délégués patronaux s'effraient de 7 francs.

Le Dr Karl Epling est transféré à Paris

Arrivé le 4 octobre 1946, à Stuttgart, par les services américains, le Dr Epling a été transféré à Paris après un assez long séjour au camp de Dachau. Il a été interrogé par la direction des renseignements généraux à la Sûreté nationale.

Directeur de l'Institut universitaire allemand à Paris, de 1934 à 1939 et de l'Institut allemand en France, de 1940 à 1944, il est en effet très au courant de l'activité des Français qui fréquentaient les services allemands tant avant que pendant la guerre.

Alimenté financièrement par les services spéciaux de Ribbentrop et de Goebbels, il a pu corrompre

A la commission de la Défense nationale

PARIS. — La commission de la Défense nationale, réunie ce matin sous la présidence de M. Paul Anthonoz, a adopté le rapport de M. Jacques Gress (Cocq), Haute-Garonne concernant l'approbation de la proposition de réévaluation tendant à inviter le gouvernement à reconsidérer les conditions dans lesquelles ont été « activés » de nombreux officiers de réserve de l'armée de l'air, issus des F.A.F.I., des F.F.L. et des F.F.I. et le rapport de M. Vilion (Cocq, Allier) concernant l'approbation de la proposition de loi de M. R. Sembait (Cocq, Bas-Rhin) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi attachant aux évadés le médaille des évadés et les droits y afférents.

Elle a repoussé le rapport de M. Vilion concernant l'adoption avec une légère modification de texte de la proposition de réévaluation du général Jourd'heuil (Cocq, Seine) tendant à inviter le gouvernement à prescrire des dispositions pour la relève et le rapatriement d'indochinois des militaires dont le contrat d'engagement est expiré. Elle a décidé cependant, sur la proposition de M. André Le Troquer (S.F.I.O. Seine) que son bureau ferait une démarche auprès du chef du gouvernement afin de lui demander de prendre des mesures dans l'esprit du traité franco-allemand de 1918.

PARIS. — La commission de ravitaillement, réunie ce matin, a poursuivi l'étude du plan de compétition de la viande.

Selon des renseignements recueillis dans les couloirs, la commission se serait réunie hier à l'adoption de ce plan. Elle se serait d'autre part prononcée contre la réglementation des prix pour les produits agricoles. Elle a décidé cependant, sur la proposition de M. André Le Troquer (S.F.I.O. Seine) que son bureau ferait une démarche auprès du chef du gouvernement afin de lui demander de prendre des mesures dans l'esprit du traité franco-allemand de 1918.

De son côté, la commission du travail a adopté le rapport de M. Moch (M.R.P. Bas-Rhin) sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux (M.R.P. Seine) tendant à reporter la limite d'âge fixe pour l'octroi des prestations familiales pour certaines catégories de bénéficiaires.

Relevant les conclusions de M. Molan (M.R.P. Loire-Inf.), elle a donné un avis favorable à l'adoption de la proposition de loi de M. Gabriel (M.R.P. Loire) tendant à fixer la date d'application de la situation des charges de famille dont il doit être tenu compte pour le calcul de l'impôt sur les traitements publics et privés, les pensions et annuités, les salaires, les pensions et rentes viagères.

de nombreux Français. Amené à Paris par Abetz, dans son avion personnel, le premier jour de l'occupation, il a été chargé de rechercher et de constituer les collections les plus importantes de tableaux et d'objets d'art appartenant à des Israélites et s'est plus particulièrement occupé des collections de MM. Seligmann et Rosenberg. Il était en effet le pourvoyeur de l'ambassade allemande. C'est lui qui découvrit l'original du traité de Versailles au château de Rochecotte, ce qui entraîna une lutte de vitesse entre lui, Abetz et le ministre Luther, pour savoir lequel d'entre eux aurait le privilège de le remettre à Ribbentrop ou à Hitler.

nière heure... dernière heure... dernière heure... der

LA JOURNEE A PARIS

Un accord de principe étant intervenu cette nuit après de très laborieuses négociations entre le président Ramadier et les représentants de son propre parti, le Conseil des ministres de ce matin doit adopter définitivement les projets financiers de M. Robert Schuman, assurés il est vrai d'un important additif d'inspiration socialiste qui tend à faire accepter plus facilement par les classes laborieuses des mesures nécessairement impopulaires.

La commission des finances se mettra sans doute au travail dès cet après-midi et devrait en avoir terminé demain. Ainsi, l'Assemblée nationale aborderait lundi l'étude du plan Schuman et le vote sur l'ensemble pourrait être acquis avant mercredi, les députés communistes devant être ce jour-là à Strasbourg pour assister au congrès de leur parti.

AU PALAIS-BOURBON

Ce matin également deux intéressants débats se déroulent au Palais-Bourbon. Il s'agit en premier lieu d'en finir avec la discussion de l'interpellation de M. Grenier sur l'application de la loi sur la dévolution des entreprises de presse. Le temps a fait son œuvre depuis le jour où le député communiste a attaqué durement le ministre de l'Information et un incident grave est désormais improbable.

L'autre question à l'ordre du jour, la gestion des entreprises nationalisées, ne devrait pas non plus susciter de sérieux difficultés.

LES INTERPELLATIONS SUR LA CONFERENCE DE MOSCOU

En revanche, les interpellations divergentes de MM. Mutter et Pierre Cot sur la conférence de Moscou pourraient donner lieu à de profonds remous cet après-midi.

Il est douteux que le débat puisse être épuisé aujourd'hui même, d'autant plus qu'outre MM. Mutter et Cot, MM. Lecour, Jean Chamant et Paul Reynaud sont également inscrits et que l'ancien président du Conseil voudra sans doute tirer les conséquences jugées par lui insupportables du résultat négatif de la dernière conférence des Quatre.

L'AGITATION OUVRIERE

Sur le plan social, on note une certaine agitation dans diverses corporations. Chez les métallurgistes parisiens entre autres, tandis que le conflit des grands magasins s'étend.

LA GRANDE FETE DE L'EAU

La grande saison de Paris inscrit à son programme d'aujourd'hui la fête de l'eau, qui a lieu cet après-midi à la piscine Molitor, avec le concours de vedettes du cinéma, du théâtre et du music-hall et des champions de natation.

En plus de la présentation de maillots de bain, du ballet de Tobarin, aura lieu la finale du concours de la plus jolie baigneuse 1947. L'orchestre sera celui de Ta-

Le groupe fédéraliste du Parlement français est constitué

PARIS. — Des parlementaires appartenant aux divers groupes des deux Assemblées, ont constitué le groupe fédéraliste du Parlement français, qui s'est fixé pour tâche de promouvoir l'idée d'une union européenne dans le cadre de l'O.N.U. et d'en préparer la réalisation en accord avec les groupes analogues existant dans divers pays.

Le bureau provisoire, qui a été désigné par acclamations, est composé de la façon suivante : M. le professeur Rivet, président, MM. Henri Parre, Edgar Faure, Edouard Bonnefouy, Edmond Michelet, René Coty, Atric, vice-présidents, Mlle Trinquart, M. Triboulet, secrétaires généraux.

Une place de vice-président a été laissée à la disposition du parti communiste dont aucun représentant n'assisterait à cette première réunion.

M. Sophoulis formera-t-il un nouveau cabinet grec ?

WASHINGTON. — Les Etats-Unis poursuivraient leurs efforts pour amener un remaniement du cabinet grec qu'ils désirent voir reposer sur des bases démocratiques plus larges, déclare-t-on de bonne source.

C'est dans cette intention que des personnalités américaines seraient en, à Athènes, des entretiens avec M. Sophoulis. Celui-ci aurait fait savoir à Washington qu'il ne se refusait pas, éventuellement, à constituer un cabinet où siègeraient

La question des avoirs italiens aux Etats-Unis

WASHINGTON. — Le sénateur républicain Arthur Vandenberg a déposé sur le bureau du Sénat une résolution en vue de la restitution à l'Italie ou aux ressortissants de ce pays des avoirs italiens aux Etats-Unis, saisis pendant la guerre. La résolution demande également que l'Italie ne soit pas considérée comme pays ennemi du fait qu'elle a combattu aux côtés des Alleés à partir de septembre 1943.

La commission d'enquête de l'O.N.U. visite Haïti

JERUSALEM. — La commission d'enquête de l'O.N.U. a visité Haïti, ville à population mixte, citée fréquemment en exemple pour les bons rapports qui s'y sont établis entre habitants arabes et juifs.

Le maire, M. Shabbat Lévy, a prononcé un discours de réception dans lequel il a souligné l'efficacité de la coopération judéo-arabe dans les services municipaux. Il a ajouté que grâce à son essor la ville pourra absorber encore un million d'habitants. Seuls parmi les Arabes, l'adjoint et le secrétaire municipal assistaient à la cérémonie.

Nouveau record de vitesse aérien

WASHINGTON. — La direction des forces aériennes américaines a annoncé qu'un nouveau record de vitesse avait été établi par le « Shooting Star », un Lockheed P-80, qui a réalisé 1.003 kilomètres 900 à l'heure.

Le précédent record de 902 kilomètres 600 à l'heure était détenu par un appareil britannique bi-moteur à réaction.

Le groupe fédéraliste du Parlement français est constitué

PARIS. — Des parlementaires appartenant aux divers groupes des deux Assemblées, ont constitué le groupe fédéraliste du Parlement français, qui s'est fixé pour tâche de promouvoir l'idée d'une union européenne dans le cadre de l'O.N.U. et d'en préparer la réalisation en accord avec les groupes analogues existant dans divers pays.

Le bureau provisoire, qui a été désigné par acclamations, est composé de la façon suivante : M. le professeur Rivet, président, MM. Henri Parre, Edgar Faure, Edouard Bonnefouy, Edmond Michelet, René Coty, Atric, vice-présidents, Mlle Trinquart, M. Triboulet, secrétaires généraux.

Une place de vice-président a été laissée à la disposition du parti communiste dont aucun représentant n'assisterait à cette première réunion.

M. Sophoulis formera-t-il un nouveau cabinet grec ?

WASHINGTON. — Les Etats-Unis poursuivraient leurs efforts pour amener un remaniement du cabinet grec qu'ils désirent voir reposer sur des bases démocratiques plus larges, déclare-t-on de bonne source.

C'est dans cette intention que des personnalités américaines seraient en, à Athènes, des entretiens avec M. Sophoulis. Celui-ci aurait fait savoir à Washington qu'il ne se refusait pas, éventuellement, à constituer un cabinet où siègeraient